

**Direction interrégionale  
de la protection judiciaire de la jeunesse  
Sud-Est**

## **MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES PASSÉ SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE**

(en application des articles L. 2120-1, L. 2323-1, R. 2123-1, R. 2123-2, et R. 2123-4  
du code de la commande publique)

**MINISTERE DE LA JUSTICE**  
**Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est**

**158 A RUE DU ROUET  
13008 MARSEILLE**

**Evaluation de la qualité des établissements et services  
relevant de la protection judiciaire de la jeunesse  
conformément aux dispositions de l'article L. 312-8 du  
code de l'action sociale et des familles**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Réf. : 010126-DIR-PJJ-SUD-EST**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONSULTATION**

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) relevant de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) sont soumis à l'évaluation de leurs activités et de la qualité de leurs prestations (article L.312-8 du CASF).

L'évaluation a pour objectifs :

- de porter une appréciation globale sur les activités et la qualité des prestations ;
- d'examiner les suites réservées aux résultats issus de l'évaluation interne ;
- d'examiner certaines thématiques et des registres spécifique ;
- d'élaborer des propositions et/ou préconisations.

Les prestations font l'objet d'un allotissement.

Les services et établissements soumis à l'évaluation sont :

Département	Nom ESSMS
83	STEMO TOULON
13	STEI MARSEILLE
84	EPEI AVIGNON
06	EPEI NICE
83	CEF DE BRIGNOLES
13	STEMO MARSEILLE EST
13	CEF MARSEILLE LES CEDRES
84	CEF MONTFAVET
83	STEMO DRAGUIGNAN
84	STEMO AVIGNON

L'évaluation doit répondre aux principes et structurations émises par le décret n° 2007-975 du 15 mai 2007, décrite dans l'annexe 3-10 du CASF.

## **Article 2 : PROCEDURE RETENUE**

La procédure adaptée (MAPA) de prestations de service, à bons de commandes est retenue.

## **ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE**

Le marché débutera à compter de la première évaluation (en janvier 2026), pour une durée totale recouvrant la réalisation de la mission et la remise des **10 rapports définitifs d'évaluations**.

## **Article 4 : DUREE DE LA VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **Article 5 : ALLOTISSEMENT**

Ce marché est alloti sur la base de 2 lots par dispositifs :

- Lot n°1 : STEMO, unités éducatives de milieu ouvert (Bouche du Rhône, Vaucluse, Var) ;
- Lot n°2 : EPE, EPEI, établissement de placement éducatif et d'insertion (Bouche du Rhône, Var, Vaucluse, Alpes Maritimes).

### **Article 6 : SOUS-TRAITANCE**

Le prestataire retenu s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie des obligations mises à sa charge, sauf autorisation expresse et écrite de la DIRPJJ SUD-EST.

### **Article 7 : VARIANTE**

Aucune variante ne sera acceptée.

### **Article 8 : DOCUMENTS REMIS AU SOUMISSIONNAIRE**

Le présent cahier des clauses administratives particulières,  
Le cahier des clauses techniques particulières,  
L'acte d'engagement,  
Lettre de candidature DC1,  
Déclaration du candidat DC2,  
L'annexe 1 : fiche des services à évaluer,  
L'annexe 2 : Noms des cadres et coordonnées des services à évaluer,  
L'annexe 3 : Annexe financière DIR SUD EST,  
Frise de programmation des évaluations des établissements.

### **Article 9 : MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION**

La DIRPJJ SUD-EST se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune contestation.

### **Article 10 : REMISE DES OFFRES**

Elles devront être envoyées par tout moyen permettant de leur conférer date et heure certaines.

Les offres doivent être reçues au plus tard avant la date de remise des offres indiquée sur la page de garde du règlement de la consultation (RC).

Toutes les offres parvenues après la date et l'heure seront rejetées.

Les plis peuvent être adressés par voie électronique à l'adresse suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Dans ce cas les candidats doivent signer les offres en présentant un certificat de signature électronique.

La date limite de remise des offres est fixée **1<sup>er</sup> octobre 2025 à 12h00**.

### **Article 11 : PRESENTATION DES OFFRES**

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir les documents suivants dûment complétés :

- Le formulaire DC1 (lettre de candidature ou équivalent) ;
- Le formulaire DC2 (déclaration du candidat) ;
- Le formulaire DC 3 (acte d'engagement) complété et signé ;
- L'annexe financière/acte d'engagement ;
- L'annexe 1 : Fiche des services à évaluer ;
- L'annexe 2 : Noms des cadres et coordonnées des services à évaluer ;
- L'annexe 3 : Annexe financière DIR SUD-EST ;
- L'habilitation à l'évaluation externe délivrée par l'HAS précisant le numéro d'habilitation ;
- Le cahier des charges paraphé et signé à toutes les pages ;
- Les candidats pourront, à l'appui de leur candidature, utiliser les imprimés diffusés par le Ministère de l'Economie et des Finances, téléchargeable sur le site du ministère, sauf pour le formulaire DC3 « Acte d'engagement » ;
- La déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste remplir les conditions telles qu'énoncées dans le décret 2007-975 du 15 mai 2007 et celles figurant dans son dossier d'habilitation à l'évaluation externe ;
- Les renseignements et les documents permettant d'évaluer l'expérience, la capacité professionnelle, technique et financière du candidat ;
- Chiffre d'affaires sur les 3 dernières années ;
- Les moyens humains ;
- Une liste de références se rapportant à l'objet du marché et à des sujets thématiques proches. Le prestataire devra justifier d'une très bonne connaissance technique des évaluations des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- Les candidats devront fournir une attestation sur l'honneur précisant qu'ils ne sont pas en situation de risque de conflit d'intérêt au sens de l'annexe 3-10 au CASF, et des articles D.312-199 à 202 ;
- Les CV détaillés des personnes physiques composant l'équipe qui réalisera les évaluations externes devront être produites dans la réponse à la soumission.

## **Article 12 : CONTENU ET CARACTERE DES COUTS**

La réalisation de la prestation donnera lieu à une proposition de prix forfaitaire. Ce prix sera déterminé à partir des prix journaliers des intervenants présents, des charges de travail estimées et des frais de déplacements et hébergements prévus pour des réunions.

Ces prix journaliers et ces charges ainsi que les modalités de prise en charge des frais de mission devront obligatoirement figurer dans la proposition.

Les prix tiennent compte de toutes les sujétions inhérentes à l'exécution du type de marché en question. Ainsi, les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

Le marché est traité à prix global, ferme, définitif, non actualisable et non ajustable selon les propositions de prix.

**L'offre devra faire apparaître impérativement pour chaque service (décomposition) :**

- Le nombre de jours nécessaires à l'élaboration de la mission, par phase, **sur site** ;
- Le nombre de jours nécessaires à l'élaboration de la mission, par phase **hors site** ;
- Le **coût global** proposé pour **une** évaluation et en **cumulée pour toutes les évaluations**.

**Toutes ces données chiffrées devront être impérativement reportées d'une part sur l'acte d'engagement, ainsi que sur l'annexe financière jointe qui sera datée et signée.**

**La notification du marché sera suivie de l'émission de bon de commande pour chacune des évaluations qui seront réalisées sur la période définie.**

## **Article 13 : JUGEMENT DE L'OFFRE**

Une négociation sera engagée (sous la forme écrite ou dans le cadre d'une audition) à l'issue de l'analyse des offres, au vu des critères de jugement des offres, avec les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

L'invitation à négocier se fera par l'envoi d'un courrier par voie postale ou par voie électronique.

Le nombre minimum de candidats admis à négocier est fixé à 3 (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

La négociation portera sur les éléments de l'offre ainsi que sur le prix.

**La DIRPJJ Sud-Est se réserve la possibilité de recevoir en entretien, partiellement ou en totalité, les candidats ainsi que leurs collaborateurs ayant déposé une offre.** Ces entretiens ont pour objectif de mieux cerner la compréhension qu'ont les candidats de la demande de la DIRPJJ Sud-Est pour l'évaluation des services objets de cette consultation. Ils permettront de s'assurer de l'adéquation de la démarche de l'organisme habilité et de ses intervenants, avec les missions et valeurs portées par les services de la DIRPJJ Sud-Est, et le cas échéant de sa personne gestionnaire.

Il appartiendra au candidat d'argumenter ses choix méthodologiques, notamment en termes de techniques et outils utilisés. Il présentera son plan d'intervention et les modalités de remise du pré rapport.

Les capacités d'adaptabilité des outils évaluatifs aux spécificités et aux problématiques des services évalués, notamment dans le cas où l'évaluateur proposera d'utiliser un référentiel déjà élaboré, seront estimées. Ce point permettra de s'assurer que le candidat a une bonne connaissance des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et des circulaires et notes s'appliquant aux services évalués

La démarche éthique et les principes déontologiques des candidats seront cernés.

Ces entretiens feront l'objet d'un écrit afin d'obtenir une traçabilité des précisions et clarifications demandées à cette occasion.

#### **Article 14 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

L'offre économiquement la plus avantageuse est déterminée à l'aide des critères pondérés comme suit :

##### **1°) Valeurs et qualité de la candidature : 30 points**

- Qualifications, compétences et expériences professionnelles individuelles de l'équipe : **15 points**
- Références, expérience en matière d'évaluation : 15 points

##### **2°) Méthodologie proposée : 40 points**

- Cohérence de la proposition quant au volume de jours et d'heures nécessaire à l'élaboration de cette mission par phase et par étape : 25 points
- Respect du phasage de la méthodologie proposée : 15 points

##### **3°) Coût de la prestation apprécié en fonction du coût par jour et du coût global de la prestation : 30 points.**

#### **Article 15 : CONDITIONS FINANCIERES**

##### **Article 15.1 - Facturation**

Le titulaire déposera directement chaque facture par voie dématérialisée à l'adresse internet suivante :

<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/>

Le soumissionnaire retenu s'engage à s'enquérir des modalités d'enregistrement des factures sur le portail chorus dédié. Seul ce moyen d'envoi des factures est possible.

Le solde sera réglé après **réception du rapport définitif, et validation de sa conformité** au cahier des charges.

Outre les mentions légales et réglementaires, les factures doivent porter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire du marché ;
- Numéro de compte bancaire ou postal précisé dans l'acte d'engagement ;
- Référence du marché et du bon de commande (n° d'engagement juridique à 10 chiffres commençant par 15 figurant sur le bon de commande). Un numéro d'engagement juridique unique sera créé pour toutes les prestations ;
- Nom du service évalué ;
- Montant Hors TVA ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Taux et montant des diverses taxes ;
- Montant total TTC.

Toutes les factures devront être accompagnées d'un RIB.

#### Article 15.2 - Cautionnement – retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

#### Article 15.3 - Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique en vigueur auprès de :

Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques  
de la région PACA et du département des Bouches-du-Rhône  
16, Rue Borde – 13357 MARSEILLE Cedex 20.

En cas de défaut de paiement, les intérêts au taux légal en vigueur seront automatiquement calculés et versés.

Le délai de paiement est fixé à trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou la date de réception des prestations lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le délai de paiement expire à la date de règlement de la facture par le comptable assignataire.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire du marché, signifié la par la DIRPJJ Sud-Est par courrier recommandé avec accusé de réception.

#### Article 15.4 - Constatation du service fait (SF)

Pour la mise en paiement des factures présentées par le titulaire du marché, la constatation du service fait sera réalisée en deux temps :

- à la réception du pré-rapport, pour une mise en paiement des 50% de la somme totale de chaque évaluation unitaire ;
- à la réception du rapport définitif, pour une mise en paiement du solde des 50 % restants de chaque évaluation unitaire.

A compter de la réception du pré-rapport ou du rapport définitif, la DIRPJJ Sud-Est disposera de 1 mois pour formuler des observations par tout moyen (mail, courrier, télécopie etc...).

Le prestataire disposera à son tour d'un délai de 1 mois francs pour apporter les éléments de réponse par tout moyen (mail, courrier, télécopie etc...), aux questions qui lui auront été posées. Ce n'est qu'une fois les éléments de réponses apportés que la constatation du service fait pourra être réalisée.

#### Article 15.5 - Pénalités de retard :

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. A ce titre, elles ne peuvent être considérées comme une réparation intégrale et forfaitaire du préjudice éventuellement subi par la DIRPJJ Sud-Est. Des pénalités de retard seront appliquées en cas de non-respect des délais contractuels du planning d'exécution. Les pénalités commenceront à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel du planning d'exécution est expiré.

La pénalité forfaitaire est fixée à **50 euros** par jour de retard par rapport aux délais contractuels précités.

La DIRPJJ Sud-Est se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard. Le cas échéant, elles seront déduites du montant TTC de chaque évaluation concernée.



Le titulaire du marché devra notifier chaque début de commencement d'étape de l'évaluation externe par tout moyen (courrier ou mail) à la DIRPJJ Sud-Est. En cas d'envoi par mail, il devra adresser celui-ci aux adresses mail suivantes :

- à la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse compétente ;
- à la direction du service ou établissement évalué.

Pour ces deux premiers destinataires, les adresses mails seront communiquées au soumissionnaire retenu dès que la programmation des évaluations aura été entérinée par la DIRPJJ Sud-Est.

Ainsi qu'une copie :

- à la **Direction des missions éducatives** :

[dme.dirpjj-sud-est@justice.fr](mailto:dme.dirpjj-sud-est@justice.fr)

[redouane.dich@justice.fr](mailto:redouane.dich@justice.fr)

- au **DIRA**

[franck.baldi@justice.fr](mailto:franck.baldi@justice.fr)

- à **DEPAFI**

[maxime.miralles@justice.fr](mailto:maxime.miralles@justice.fr)

#### **Article 16 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Il pourra être pourvu par la DIRPJJ Sud-Est, à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit si la résiliation du marché est prononcée aux torts du titulaire. LA DIRPJJ Sud-Est pourra, après mise en demeure restée infructueuse, procéder ou faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire notamment en cas de défaillance de ce dernier.

Le supplément éventuel des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à la charge du titulaire. Le surcoût, supporté par la DIRPJJ Sud-Est, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation de la prestation et le prix effectivement payé pour l'exécution de celle-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

#### **Article 17 : CONDITIONS DE RESILIATION**

La DIRPJJ Sud-Est pourra résilier le marché pour faute du titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la DIRPJJ Sud-Est informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le titulaire a apporté sans approbation de la DIRPJJ Sud-Est des modifications sur un ou plusieurs éléments substantiels (s) des prestations ou de la composition de son équipe référente.
- Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du marché.
- Le non-respect de la confidentialité des données collectées, ainsi que de toute information ou situation relative à la prise en charge éducative ou au fonctionnement du service évalué.

Le retrait de l'habilitation délivrée par l'Agence Nationale de l'Evaluation et de la qualité des Etablissements et Services sociaux et Médicaux-sociaux (devenue HAS au 1<sup>er</sup> avril 2018) constitue un motif de résiliation immédiat du marché sans que l'attributaire puisse prétendre à une indemnité.

Ces cas n'ouvrent aucun droit à indemnité pour le titulaire.

#### **Article 18 : AUTRES CAS DE RESILIATION**

Le marché sera résilié de plein droit :

- En cas d'incapacité civile ou de liquidation de biens du titulaire, sauf si le représentant légal de la DIRPJJ Sud-Est accepte de poursuivre l'exécution du marché avec la personne autorisée par le tribunal de commerce à poursuivre l'activité de l'entreprise.
- En cas de règlement judiciaire, si le titulaire n'est pas autorisé à poursuivre l'activité de son entreprise.

#### **Article 19 : ASSURANCES**

Le titulaire aura contracté les assurances nécessaires, notamment une assurance qui couvrira tout fait susceptible d'engager sa responsabilité.

Le titulaire est tenu d'informer la DIRPJJ Sud-Est de toute modification afférente à son contrat d'assurance.

#### **Article 20 : DROIT, LANGUE ET LITIGES**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'EURO (€).

En cas de litige, les parties s'engagent, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, à essayer de solutionner le différend à l'amiable.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Marseille, pour toutes les actions contentieuses.

### **Article 21 : POSSIBILITE DE SAISIR LE MEDiateur POUR LES RELATIONS ENTRE LE MINISTERE DE LA JUSTICE ET SES FOURNISSEURS**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

### **Article 22 : PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »**

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables ;
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

### **Article 23 : EVALUATION**

La DIRPJJ Sud-Est réalisera une évaluation qualitative des prestations réalisées.

Ces appréciations seront prises en compte dans le choix des offres prestataires auxquelles la DIRPJJ Sud-Est aurait recours dans le cadre de ce marché ou d'un autre marché.

**Article 24 : DEROGATION**

L'article 15.5 du présent marché déroge à l'article 14.1 du CCAG PI 2021.